

Gilets Jaunes : une lutte de classe sans classes ?

 revolutionpermanente.fr/Gilets-Jaunes-une-lutte-de-classe-sans-classes

Des émeutes de la faim aux émeutes des ronds-points

Camille Münzer, *Révolution permanente*, 13 janvier 2019

Qu'y a-t-il en commun entre les émeutes frumentaires des semi-prolétaires anglais du XVIIIe siècle et le mouvement des Gilets Jaunes ? Dans un article célèbre, l'historien marxiste britannique Edward P. Thompson décrit les conflits sociaux de l'Angleterre du XVIIIe siècle comme une « lutte de classes sans classes ». Par la composition sociale de la foule anglaise, ainsi que par son répertoire d'actions, l'analyse de Thompson fait écho sur plusieurs aspects au mouvement des Gilets Jaunes en France.

L'argument de Thompson

La société anglaise du XVIIIe siècle que décrit l'historien [1] était marquée par un développement embryonnaire de l'industrie. Au lieu de bourgeois et de prolétaires, cette société était composée par la *gentry*, l'aristocratie foncière, et par une « plèbe » composite faite d'artisans, travailleurs pauvres, métayers, etc. Dans cette société, il n'y avait donc pas de classe ouvrière, ni de conflit capital-travail qui structurerait les rapports sociaux mais plutôt des conflits d'un autre type. Autrement dit, s'il existait une masse de *labouring poor*, la « classe ouvrière » n'existait pas. Mais, dit Thompson, ce qui différenciait ces plébéens de la classe ouvrière industrielle de la fin du XIXe et du XXe n'était pas seulement leurs revendications, mais aussi leurs modes d'actions : à la fois la dérision des autorités dans des actions symboliques et l'action directe destructrice, telles que l'émeute ou le bris de machines. On voit là à peu près ce que l'historien Eric J. Hobsbawm appelait aussi la « négociation collective par l'émeute » [2]. Certains, comme Joshua Clover, affirment que prévalaient à cette époque les « luttes sur la circulation », au lieu des « luttes sur la production » caractéristiques du XXe siècle [3]. Les solutions de la classe dominante étaient tout aussi radicales, à l'image des formes d'action des plébéens : il n'était donc pas inhabituel de voir l'armée intervenir contre les émeutes populaires.

Au niveau des rapports politiques entre les groupes, les conflits ne correspondaient pas à une opposition entre employeurs et employés (*wage-labourers*), mais plutôt à une lutte autour de la consommation, du niveau de vie ou de la fiscalité. Mais, loin d'une conflictualité permanente, Thompson décrit cette société comme « paternaliste », dans la mesure où les différents groupes existaient en relations permanente de co-dépendance et où la domination de la *gentry* était aussi culturelle.

Une des questions que se pose l'historien est de savoir si ces conflits peuvent être pensés en termes de classe ? La réponse n'est pas simple, car elle dépend de la définition de la classe que l'on adopte. Si l'on part d'une définition positive, ou même « distinctive », de la

classe, telle que la propose le sociologue Michel Verret et toute une partie du marxisme, la réponse est bien évidemment non. Pour une approche positiviste de la classe, celle-ci est définie *a priori*, comme un ensemble de déterminations qui trouvent leur sens dans un ensemble plus vaste, celui du mode de production capitaliste [4]. Il définit alors la « classe ouvrière » comme des « *ouvriers donc, dans le salariat de production, le salariat d'exécution directement productif de plus-value* » [5], distinct du salariat d'encadrement et du salariat indirectement productif (techniciens, ingénieurs, cadres). Or, comme nous l'avons dit, le prolétariat, dont l'existence dépendait du développement industriel, était encore trop embryonnaire au XVIIIe siècle.

Pour Thompson, la classe n'est pas un ensemble de déterminations, mais plutôt une catégorie *historique* qui dérive des dynamiques concrètes de la société et de l'économie. Ces dynamiques, à travers leur régularité et la répétition, peuvent (ou peuvent ne pas) produire des institutions et une culture de classe. *En quelque sorte, la classe ne préexiste pas au conflit de classe, mais plutôt en est le résultat.* Dans son article, il nous met en garde contre l'usage de la notion de classe pour penser des sociétés pré-industrielles. En effet, il serait erroné de penser les rapports sociaux entre la *gentry* et la plèbe en termes de classe : « *C'est facile de supposer que la classe a lieu, non pas en tant que processus historique, mais dans nos têtes* ».

Trois points de comparaison

Après cette mise au point, un ensemble de comparaisons ressortent avec la situation actuelle. La première invite à interroger la lutte des Gilets Jaunes comme une « lutte de classes » dans le sens classique du terme. En effet, peut-on parler de lutte de classes si la classe comme catégorie de pensée est absente chez les manifestants français ? Le politiste Michel Offerlé rappelle par exemple dans une tribune récente publiée dans *Le Monde* que dans le discours des manifestants, le « riche » n'apparaît jamais sous les traits du patron. Il rapporte ainsi l'anecdote sur ce Gilet Jaune de Niort qui ne sait pas ce qu'est le Medef. De même, si l'augmentation du SMIC est sur le tapis depuis le 17 novembre, celui-ci est envisagé du point de vue du niveau de vie en général, plus que comme le résultat d'un contrat de travail signé avec un employeur. Le propre du mouvement des Gilets Jaunes est d'être une mobilisation qui a lieu à l'extérieur de la sphère productive, directement sur l'espace public, et dont l'objet de conflit n'est pas la subordination salariale et son expérience. Aussi, les quelques interprétations sociologiques « à chaud » du mouvement insistent sur leur relative hétérogénéité sociale, avec une forte composante populaire (c'est une révolte des « revenus modestes » dit une enquête). Ce mouvement est en outre une invitation à s'interroger sur les effets que plus d'une trentaine d'années d'éclatement des grandes concentrations productives, de réorganisation de l'appareil productif français de manière réticulaire en petites unités de production et d'institutionnalisation du syndicalisme dans l'appareil d'État, ont eu sur les conflits sociaux. L'usine n'est pas le centre névralgique de cette révolte, mais plutôt le rond-point, qui a donc beaucoup en commun avec la place du marché au XVIIIe siècle anglais, où se réunissait la « foule » avant de saccager les moulins des meuniers qui augmentaient abusivement le prix de la farine.

Un deuxième point de comparaison tient à un autre des arguments de Thompson : les

formes d'action de la foule anglaise, composée d'artisans, de mineurs, de métayers, d'ouvriers agricoles, ce qu'il appelle la « plèbe », sont des formes de résistance qui sont à l'image de la composition sociale de cette foule. Alors que la grève est le principal outil de lutte de l'ouvrier de l'industrie, du cheminot, du docker, du raffineur, etc., l'émeute, le vol, la mise à sac de moulins à blé, le blocage d'autoroutes, sont au cœur du répertoire d'actions des travailleurs pauvres semi-ruraux ou péri-urbains. Il s'agit, reprenant Rosa Luxemburg dans *Grève de masse, parti et syndicat*, de tous ceux qui « vivent dans une obscurité que la bienfaisante lumière du syndicat a encore à peine réchauffée, catégories qui ont encore à peine essayé ou ont essayé sans succès de sortir de leur ilotisme social en menant quotidiennement la lutte pour les salaires ». Par leur violence, les actions qu'ils mènent depuis le mois de novembre ont étonné la classe politique et les journalistes. Mais si elles étonnent, ce n'est pas seulement par leur « violence », mais aussi parce qu'elles engagent deux formes de légitimité : si l'on se place du point de vue des classes dominantes, ces actions n'ont pas de différence avec le « crime ». Cependant, si l'on se place du point de vue des émeutiers, ces actes peuvent être tout simplement compris comme la défense de normes traditionnelles coutumières qui régissent les rapports entre les individus.

Les raisons pour lesquelles la foule du XVIIIe siècle se mobilise ne sont donc pas seulement économiques, mais aussi « morales ». Thompson affirme que l'on peut lire l'histoire sociale du XVIIIe siècle comme une succession de confrontations entre une nouvelle économie de marché et l'« économie morale » de la plèbe. C'est l'idée que développe aussi Samuel Hayat dans un article paru sur son blog, où il analyse l'« économie morale » des Gilets Jaunes. L'« économie morale » est fondée sur des principes et des obligations sociales entre les membres de la communauté autour de la subsistance matérielle en période de bouleversements économiques. L'émeute survient lorsque les dominants rompent le pacte de subsistance, comme c'est le cas aujourd'hui : « Au lieu d'être le protecteur de l'économie morale, souligne Hayat, Emmanuel Macron n'a eu de cesse de la malmenier, avec un naturel désarmant, jusqu'à devenir le représentant par excellence des forces qui s'opposent à cette économie morale, c'est-à-dire du capitalisme ».

Enfin, si l'émeute est au cœur de la « lutte de classe sans classes » du XVIIIe siècle anglais, les classes populaires récupèrent aussi des schèmes culturels passés dans ses formes d'action symboliques, tel que le *charivari*, ou le fait de brûler des effigies (comme on brûlait des sorcières par le passé). Par exemple, lors de conflits du travail ou autour du prix des grains, le Roi était tourné en dérision. Des inscriptions telles que « No King » pouvaient apparaître dans les rues ou placées dans des pancartes aux côtés des revendications. Il y avait la recherche explicite d'un affront aux autorités. Ceci nous amène à une troisième comparaison, qui fait écho à l'importance de la dérision et de l'affront aux autorités dans certaines actions symboliques des Gilets Jaunes. C'est le cas de la décapitation d'une effigie d'Emmanuel Macron à Angoulême, rapportée avec scandale par la presse hexagonale. Ce que ne détaillent pas les médias, c'est que cette décapitation a été précédée de la mise en scène d'un procès, où le Président devait répondre de ses actions. Ces actions n'ont donc rien d'irrationnel, mais prennent tout leur sens dans les conceptions de la justice propres aux classes populaires mobilisées depuis le début.

Les limites de la comparaison

La comparaison s'arrête là. Le XIXe et le XXe siècle, avec leur lot de révolutions politiques, ainsi que la naissance et la structuration du mouvement ouvrier, n'ont pas eu lieu en vain. Si le mouvement des Gilets Jaunes emprunte plusieurs éléments à la « *lutte de classes sans classes* » que décrit Thompson, l'existence d'un mouvement ouvrier est une condition qui change radicalement la donne. Le plus souvent, les émeutes frumentaires décrites par Thompson étaient courtes et finissaient par la condamnation à mort des principaux meneurs, ou par le rétablissement du pacte de subsistance entre dominants et dominés. Dans le cas français, le mouvement est d'une portée nationale et se prolonge dans le temps, malgré une très forte répression. Mais, surtout, on commence voir quelques indices de contagion vers d'autres secteurs sociaux. C'est tout d'abord le cas des femmes, qui ont été aux avant-postes de la contestation depuis le début. C'est le cas progressivement aussi de certains secteurs de travailleurs, qui voient dans le mouvement des Gilets Jaunes une opportunité pour se faire entendre sur des revendications plus directement salariales. Sur ce point, les organisations syndicales ont tout leur rôle à jouer. C'est le vœu auquel appellent aussi Guillaume Gourgues et Maxime Quijoux dans leur tribune parue dans *La vie des idées*.

Les limites de la comparaison nous rappellent que nous ne serions pas entrés dans un nouvel âge où l'émeute prime, comme le dit Joshua Clover. Les Gilets Jaunes sont très majoritairement des salariés subalternes et non pas des « exclus » du marché du travail et de la sphère productive. Peut-être que par la division du monde que l'on retrouve dans les propos des Gilets Jaunes, entre « grands » et « petits », entre « riches » et « pauvres » – catégories certes imprécises mais qui permettent de penser et d'opposer deux grands ensembles sociaux – un des résultats du conflit de l'hiver 2018-2019 sera que les manifestants mettront de nouveau au goût du jour une vision du monde en termes de classe.

[1] Thompson Edward P., 1978, « Eighteen-century English society : class struggle without class ? », *Social History*, vol. 3, n° 2, p. 133-165.

[2] Hobsbawm Eric J., 2006, « Les briseurs de machines », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 53-4bis, p. 13-28. Ce texte a été publié initialement en 1952, dans « The machine-breakers », *Past & Present*, n° 1, p. 57-70.

[3] Clover Joshua, 2018, *L'Émeute prime. La nouvelle ère des soulèvements*, Éditions Entremonde.

[4] Verret Michel, 1981, « Pour une définition distinctive de la classe ouvrière... », *L'Année sociologique*, vol. 31, p. 49-47.

[5] *Idem*